

Point de Presse du Conseil d'Etat

29 septembre 2011

La version Internet fait foi

M. Mark Muller, président du Conseil d'Etat
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	4
Oui avec réserves à la révision de l'ordonnance fédérale sur la péréquation financière	4
Soutien au programme de travail 2012-2015 de la Conférence tripartite sur les agglomérations	4
Genève soutient l'ordonnance sur la réduction des émissions de CO ₂ des voitures de tourisme	5
Rencontre avec des officiers généraux et supérieurs de l'armée	5
Genève	6
Rénovation et agrandissement de l'ancienne Ecole de médecine	6
Villas de l'Etat louées au secteur associatif : liste transmise au Grand Conseil	7
Le carnet de santé des élèves du canton s'informatise	7
Pas de rétablissement de l'offre Proxibus en décembre 2011	8
Soutien financier aux associations Genève Futur Hockey et du Servette Football Club	8
Nominations	9
Agenda des invitations à la presse	11

Oui avec réserves à la révision de l'ordonnance fédérale sur la péréquation financière

Le Conseil d'Etat a communiqué au Département fédéral des finances ses observations concernant la modification, soumise à une procédure d'audition, de l'[ordonnance sur la péréquation financière et la compensation des charges](#) (RPT). Cette ordonnance fixe les règles prévalant pour la deuxième période quadriennale de la RPT, soit les années 2012-2015.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat salue la correction qui a été apportée à la prise en compte des revenus des frontaliers dans le calcul du potentiel de ressources. Cette correction – un abattement de 25% des revenus des frontaliers imposés à la source – répond en partie aux revendications exprimées par les cantons de Genève, de Bâle-Ville et du Tessin, qui demandaient un abattement de 50% sur la base d'une solide argumentation.

Le Conseil d'Etat regrette en revanche que la répartition de la compensation des charges entre charges de nature géo-topographiques et sociodémographiques n'ait pas été rééquilibrée au profit de ces dernières, qui prêteraient excessivement les centres urbains, conformément aux conclusions de l'étude effectuée par Ecoplan. Le gouvernement estime que la révision de l'ordonnance aurait fourni une occasion judicieuse de réduire ce déséquilibre sans diminuer les montants touchés par les cantons bénéficiaires de la compensation de charges géo-topographiques.

Pour le reste, le Conseil d'Etat approuve les modifications prévues par l'ordonnance, moyennant certaines observations de nature technique.

Pour toute information complémentaire : M. Jacques Beuchat, secrétaire général, DF, ☎ 022 327 98 10.

Soutien au programme de travail 2012-2015 de la Conférence tripartite sur les agglomérations

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation de la Conférence des gouvernements cantonaux sur le programme de travail 2012-2015 de la [Conférence tripartite \(Confédération, cantons, villes et communes\) sur les agglomérations](#) (CTA).

Ce programme propose que les travaux de la CTA, durant les quatre années à venir, portent notamment sur :

- le renforcement des collaborations dans les agglomérations, en développant les partenariats avec les espaces ruraux ;
- l'approfondissement des modalités de la collaboration dans les agglomérations, en les consolidant du point de vue des processus et des bases légales et institutionnelles ;

- le développement du suivi de la politique des agglomérations, en mettant notamment l'accent sur les actions à renforcer à l'échelle des espaces métropolitains, tels que définis par le [Projet de territoire suisse](#) récemment mis en consultation (voir [point de presse du 7 avril 2011](#)) ;
- l'élaboration de pistes de travail en matière de développement urbain durable et de politique d'intégration des étrangers.

Le Conseil d'Etat indique qu'il approuve les axes de travail, le calendrier et le financement des actions prévues, en particulier la prise en compte des régions métropolitaines comme celle de l'arc lémanique, en soulignant toutefois que le mode de conventionnement proposé devra respecter l'autonomie des cantons. Il demande en outre que la problématique particulière des agglomérations transfrontalières soit mieux prise en compte.

Il souligne par ailleurs que les aspects liés au développement urbain durable, notamment la question de la qualité urbaine et celle des espaces publics, sont indissociables des objectifs de densification autour des infrastructures de transports publics qui sous-tendent la politique des agglomérations.

Enfin, le gouvernement genevois soutient la recherche de partenariats avec l'espace rural pour autant que cela ne se fasse pas au détriment de la mission première de la CTA relative aux agglomérations, et il propose d'élargir la thématique de l'intégration des étrangers à d'autres politiques de la ville.

Pour toute information complémentaire : M. Bernard Leutenegger, directeur de la planification directrice cantonale et régionale, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 11.

Genève soutient l'ordonnance sur la réduction des émissions de CO₂ des voitures de tourisme

Dans le cadre d'une audition du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), le Conseil d'Etat a approuvé la totalité du [projet d'ordonnance sur la réduction des émissions de CO₂](#).

Le gouvernement genevois privilégie la variante d'un an (par rapport à la variante de trois mois) pour l'exemption des voitures immatriculées à l'étranger, afin d'éviter d'éventuels abus. Un importateur pourrait en effet être tenté d'immatriculer au préalable les voitures les plus polluantes dans un pays voisin pour échapper aux sanctions. Ce risque est d'autant plus grand pour un canton limitrophe comme Genève et la durée d'immatriculation préalable de trois mois ne protège pas suffisamment contre cette éventualité.

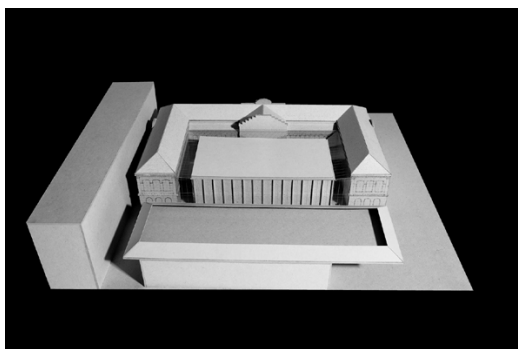
Pour toute information complémentaire : M. Roger Jenny, directeur général a.i., office cantonal des automobiles et de la navigation, DSPE, ☎ 022 388 30 04.

Rencontre avec des officiers généraux et supérieurs de l'armée

Une délégation du Conseil d'Etat a reçu ce jour des officiers généraux et supérieurs de l'armée et les commandants des troupes attribuées au canton de Genève dans le cadre d'un déjeuner de travail.

Ce type de rencontre, qui a lieu tous les deux ans, est l'occasion d'aborder divers sujets liés aux engagements de l'armée à Genève comme la protection de la Genève internationale, à la présence de l'armée à Genève et aux relations avec la Confédération dans le domaine de la logistique et de la maintenance militaires.

Rénovation et agrandissement de l'ancienne Ecole de médecine



Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi ouvrant un crédit d'investissement de 29,7 millions de francs en vue d'agrandir et de rénover l'ancienne école de médecine, située au numéro 20 de la rue éponyme, en ville de Genève. Un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 2,4 millions de francs pour équiper les lieux fait également l'objet du projet de loi. Le projet bénéficie d'une subvention fédérale du Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER) d'un montant d'environ 7 millions de francs.

Construite dans les années 1874-1876, l'ancienne Ecole de médecine a été déclarée monument classé en novembre 1987. Elle a été affectée ces dernières années à la section de biologie de la faculté des sciences, à la faculté des lettres et à l'Institut d'architecture. Le bâtiment est actuellement dans un état très précaire, au point que certains locaux sont inutilisables. Les travaux de rénovation seront réalisés dans le respect patrimonial, en étroite collaboration avec le service des monuments et des sites.

Les annexes construites durant les années 1930 à 1950 contre le bâtiment principal sont de très mauvaise qualité et ne respectent pas l'architecture de ce dernier. Leur démolition et reconstruction partielles permettront d'optimiser les surfaces utiles et d'accroître celles-ci d'environ 400 m². La mise à disposition de ces locaux rénovés, ainsi que la construction d'une nouvelle annexe sur cour et entre les ailes du bâtiment existant, permettront au groupe de physique appliquée (GAP) de se réorganiser dans ces nouvelles surfaces avec des aménagements spécifiques. Un espace est également prévu pour des collaborations spécifiques avec les Hôpitaux universitaires de Genève.

L'objectif du nouveau bâtiment est d'atteindre les performances thermiques du label Minergie. Son toit sera ainsi construit de manière à pouvoir recevoir des panneaux solaires. Vingt-quatre sondes géothermiques en sous-sol seront installées, qui permettront de capter les calories de la nappe phréatique de l'Arve afin de chauffer (ou de refroidir) les lieux.

Compte tenu de l'occupation des locaux, les travaux doivent être réalisés de manière successive. Ils s'étaleront de 2012 à 2014. L'exploitation partielle de l'aile nord sera maintenue lors du chantier.

Pour toute information complémentaire : M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint responsable de la communication, DCTI, ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67.

Villas de l'Etat louées au secteur associatif : liste transmise au Grand Conseil

Le Conseil d'Etat a répondu à une [question écrite du Grand Conseil intitulée « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat : qu'en est-il des baux associatifs ? »](#). Conformément à la demande formulée, le gouvernement a transmis la liste des villas louées aux secteurs associatif et institutionnel, en précisant pour chaque bien immobilier les bénéficiaires du bail, les surfaces occupées, les loyers payés, les clauses d'indexation, la durée de la relation et l'existence d'un contentieux éventuel.

Concernant la part relative en revenus et par pièce des locations de villas aux secteurs associatif et institutionnel par rapport aux locations de villas à des particuliers, la réponse apportée est la suivante :

Type de location	Nombre de villas	Loyer annuel net	%	Loyer moyen net par pce / an
Villas louées au secteur associatif	18	440'121 CHF	14%	1434 CHF
Villas louées à d'autres institutionnels	14	578'154 CHF	19%	2489 CHF
Villas louées à des particuliers	99	2'100'036 CHF	67%	3327 CHF
TOTAL	131	3'118'311 CHF	100%	

Concernant les indexations, le Conseil d'Etat précise qu'anciennement les baux villas conclus n'étaient pas rédigés de manière à permettre l'indexation. Dès lors, bon nombre de baux figurant dans la liste transmise ne peuvent pas être indexés.

Cette pratique a été aujourd'hui modifiée et les baux sont indexés lorsque la situation de l'objet le permet (bail de 5 ans, situation pérenne, etc.).

Cependant, s'agissant des villas vouées à démolition dans un proche avenir (baux non pérennes), les contrats ne sont pas indexés et le loyer tient compte de la précarité du bail. Ces villas sont souvent attribuées à des associations/entités telles que la Carte Blanche, l'Hospice général, le Bureau des logements et restaurants universitaires (BLRU) ou Carrefour Rue, qui ont pour vocation de loger des étudiants, des personnes en réinsertion ou encore des requérants d'asile.

Pour toute information complémentaire : M. René Duvillard, directeur de la gestion et de l'exploitation, office des bâtiments, DCTI, ☎ 022 546 62 60.

Le carnet de santé des élèves du canton s'informatise

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi ouvrant un crédit de 1,45 million de francs destiné à informatiser les carnets de santé des élèves au sein du service de santé de la jeunesse (SSJ) et de la clinique dentaire de la jeunesse (CDJ), dépendant tous deux du département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP).

Actuellement, les données sur la santé des jeunes du canton sont collectées dans un carnet de santé en format papier. Cela a pour conséquences des risques de pertes et d'erreurs lors des saisies et une exploitation difficile des données, et le personnel consacre beaucoup de temps à la gestion de ces carnets de santé.

La dématérialisation des carnets de santé s'avère donc aujourd'hui indispensable et permettra au SSJ et à la CDJ de remplir pleinement leurs missions. La mise à disposition d'un outil informatique performant améliorera l'efficacité du SSJ et de la CDJ, notamment par un accès facilité à l'information favorisant une meilleure réactivité. Ce nouvel outil informatique sera particulièrement utile lors de situations sensibles (par exemple en cas de maltraitance ou de pandémie).

Pour toute information complémentaire : Mme Nadia Dali, conseillère en systèmes d'informations, cheffe de projet, direction des systèmes d'information et service écoles-médias, DIP, ☎ 022 388 63 31 ou M. Bernard Taschini, secrétaire général adjoint chargé des technologies de l'information, DCTI, ☎ 022 327 94 05.

Pas de rétablissement de l'offre Proxibus en décembre 2011

En réponse à une pétition, le Conseil d'Etat a indiqué que des discussions avec les communes genevoises se poursuivent en vue d'un cofinancement pour rétablir une offre Proxibus. C'est pourquoi ce service ne pourra pas être réintroduit pour le changement horaire de décembre 2011.

Le Conseil d'Etat est favorable à cette offre spécifique, supprimée en raison d'économies budgétaires. De même, le Grand Conseil a demandé que l'offre Proxibus soit remise en service, mais avec une participation financière des communes.

Le gouvernement s'est engagé à augmenter de 35 % au cours des quatre prochaines années les prestations en matière de transports publics, entraînant ainsi une forte croissance de la contribution cantonale aux Transports publics genevois (TPG).

Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé de la mobilité, DIM, ☎ 022 327 96 05.

Soutien financier aux associations Genève Futur Hockey et du Servette Football Club

Le Conseil d'Etat a décidé, après consultation de la commission cantonale d'aide au sport et dans le cadre de ses compétences attribuées par le [règlement sur l'aide au sport \(RASport\)](#), d'allouer un soutien financier de 500'000 francs à l'[association Genève Futur Hockey \(GFH\)](#), selon l'accord de partenariat du 16 juin 2010 entre l'Etat de Genève, la Ville de Genève et le Genève Servette Hockey Club pour l'assainissement de la dette cumulée par l'association GFH auprès du club.



Le gouvernement a également alloué un soutien financier de 250'000 francs à l'association du [Servette Football Club](#) pour la saison 2011-2012. Cette aide vise à reconnaître et à encourager les efforts de formation menés par le Servette FC. Elle s'accompagne par ailleurs du développement, d'ici à la fin octobre 2011, d'un projet cantonal de formation de la relève qui inclut les besoins en termes de formation du Servette FC, de l'Etoile Carouge FC, du FC Meyrin et des autres clubs membres de l'Association cantonale genevoise de football.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Mutter, directeur cantonal du sport, DIP, ☎ 022 546 69 63.

Nominations

Nouveau directeur général de la mobilité



Le Conseil d'Etat a nommé M. **Blaise Hochstrasser**, 53 ans, à la tête de la direction générale de la mobilité (DGM), dès le 1^{er} décembre 2011.

M. Hochstrasser est au bénéfice d'un diplôme d'ingénieur EPF en génie civil de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne – où il a notamment collaboré au développement et à l'optimisation de réseaux ferroviaires et de gares – et d'un *Master of Business Administration* des Hautes études commerciales (HEC) de Lausanne.

M. Hochstrasser a été en charge de la planification, de la gestion et de l'organisation de travaux autoroutiers et de tunnels dans un bureau d'études; il a en outre géré des activités de transport comme responsable logistique. Dès 1993, il a occupé des fonctions managériales de haut niveau dans différentes compagnies industrielles nationales et internationales actives dans la gestion du transport ferroviaire et d'achat d'équipements mobiles pour l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient. Il a ensuite assumé, dès 2006, la fonction de directeur général d'une importante société de transport et de logistique.

Cette expérience démontrée en gestion d'entreprises actives dans le domaine du transport, couplée à ses qualités managériales, à sa vision stratégique et à son goût pour les relations humaines et la communication, lui permettra de relever avec succès les défis qui l'attendent à la direction générale de la mobilité. Il aura plus particulièrement la mission de mener à bien le prochain déménagement de l'ensemble de la DGM en raison de la démolition du bâtiment actuel, ainsi que la mise en œuvre des recommandations de l'[audit de gouvernance présenté le 21 septembre 2011](#), qui doivent aboutir aux améliorations attendues en matière de climat de travail et de performance des services, à l'appui d'une organisation largement revisitée.

M. Hochstrasser succède à M. Yves Delacrétaz, directeur général de la mobilité depuis octobre 2005, qui a saisi une nouvelle opportunité en rejoignant, dès janvier 2012, la Haute école d'ingénierie et de gestion du canton de Vaud (HEIG-VD), en qualité de professeur de mobilité et transport (voir [communiqué du 8 juin 2011](#)).

Pour toute information complémentaire : Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat, DIM, ☎ 022 327 96 01.

Nouveau directeur en charge des assurances sociales et du handicap



Le département de la solidarité et de l'emploi a approuvé l'engagement de M. **Michel Blum** au poste de directeur en charge des assurances sociales et du handicap au sein de la direction générale de l'action sociale (DGAS).

Agé de 37 ans, M. Blum est détenteur d'une licence en sciences politiques de l'Université de Genève, d'un *master* (DEA) en management et analyse des politiques publiques obtenu à la faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève et d'un doctorat ès sciences économiques et sociales de l'Université de Fribourg. Il a travaillé à la chaire de finances publiques de l'Université de Fribourg, puis, depuis 2008, à la direction de la santé et des affaires sociales du canton de Fribourg en qualité de chef de projet. M. Blum est par ailleurs expert externe auprès de différentes organisations, notamment le Fonds national suisse de la recherche scientifique dans le domaine « santé/social », la Société suisse de gérontologie et l'Ecole d'études sociales et pédagogiques (VD).

Au sein de la DGAS, M. Blum sera chargé de la mise en œuvre et du suivi des politiques cantonales en matière d'assurances sociales et de handicap. Il entrera en fonction en janvier 2012.

Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat, DSE, ☎ 022 546 54 00.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
29 septembre 14h30	Coûts de la santé à Genève	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DARES	Marie de Coulon ☎ 022 546 88 14